

**Liban - Relations bilatérales -  
Déclaration conjointe de M.  
Emmanuel Macron, président de la  
République et de M. Michel Aoun,  
président de la République libanaise  
- Propos de M. Macron  
(Paris, 25 septembre 2017)**

Mesdames, Messieurs,

Je tiens tout d'abord à remercier le président de la République libanaise, le général Michel Aoun, pour sa présence ici à Paris. Nous nous étions vus dans un autre cadre il y a quelques mois - je vous avais rendu visite pendant la campagne présidentielle française, vous m'aviez fait l'amitié de me recevoir - nous nous étions donnés rendez-vous ; le rendez-vous est tenu. Et signe de la force de l'amitié entre nos deux pays, je me réjouis que cette visite d'État, votre visite d'État en ce début de mandat, soit la première que j'ai souhaité accueillir.

Nous venons d'avoir un entretien dense et fructueux dans le prolongement de cette première rencontre à Beyrouth en janvier dernier, qui n'a fait que renforcer notre conviction mutuelle sur la nécessité de travailler ensemble, à la fois sur les sujets bilatéraux mais également sur l'ensemble des défis régionaux. Nous pensons l'un et l'autre, que le Liban doit pouvoir, dans un Moyen-Orient troublé, continuer de servir de modèle de tolérance, de pluralisme et de démocratie qui est le sien. À cet égard, je veux ici dire les progrès qui ont été faits par le Liban depuis votre élection en octobre dernier. Je me souviens de ma visite au Liban où on attendait une loi électorale, elle a ensuite été adoptée. Les progrès n'ont cessé ensuite, grâce à votre engagement et vos efforts, d'être conduits. Et l'année prochaine, le parlement libanais pourra se renouveler et la remise en marche des institutions libanaises sera complète.

J'ai reçu votre Premier ministre, M. Hariri, ici même il y a quelques semaines. Il travaille activement à la relance de l'économie et au renforcement de l'État libanais, qui fait face à de nombreux défis, et au premier rang desquels - j'y reviendrai - la crise des réfugiés et les menaces qui pèsent sur la sécurité du pays. Je veux à ce titre redire ici, à la suite de l'entretien que nous venons d'avoir, l'attachement tout particulier de la France à la souveraineté, l'unité et l'intégrité du Liban dont la sécurité et la stabilité constituent un enjeu majeur pour l'ensemble du Moyen-Orient mais également pour l'Europe. Le Liban comme la France est sévèrement touché par le terrorisme et je veux ici rendre hommage au courage et à l'abnégation dont l'armée libanaise a fait preuve cet été dans son combat contre les djihadistes de Daech, à la frontière avec la Syrie. L'armée libanaise et les forces de sécurité du pays payent depuis plusieurs années un lourd tribut de leur engagement au service de la population et doivent être aidées davantage, car cette victoire ne signifie pas la fin de la menace terroriste au Liban. C'est pour cette raison que la France a décidé de renforcer son soutien au Liban et de répondre aux besoins actuels des forces de sécurité libanaises, en partageant son expérience et son savoir-faire dans les domaines de la lutte antiterroriste, de la défense civile, du déminage, à travers l'envoi d'experts ou encore l'ouverture en octobre d'une école régionale de déminage

humanitaire.

La France souhaite également travailler à une échelle plus grande en mobilisant l'ensemble de nos partenaires autour d'une conférence de soutien à l'armée libanaise qui pourrait être organisée avec l'Italie et les Nations unies et nous venons de l'évoquer à nouveau. Cette conférence est importante pour vous. Nous la soutenons et les premiers contacts ont été pris à cet effet.

C'est aussi avec le même engagement que notre soutien à la sécurité du Liban continuera par ailleurs à se matérialiser à travers notre présence à haut niveau au sein de la FINUL dont le travail au sud du Liban permet depuis plus de onze ans de préserver une paix précieuse à la frontière avec Israël. L'objectif de la France est de parer aux menaces qui pourraient venir compromettre cette paix en oeuvrant au renforcement des capacités de l'armée libanaise afin que le gouvernement soit pleinement en mesure d'étendre son autorité sur l'ensemble du territoire.

Au-delà de ces sujets fondamentaux de sécurité et d'engagement militaire, c'est d'un État fort au Liban dont la France a besoin et que la France encourage. Depuis votre élection, votre engagement constant à cet effet est extrêmement précieux à nos yeux. En effet, le renforcement de l'État libanais est absolument primordial pour assurer la sécurité dans la durée du pays et il l'est aussi pour lui permettre de faire face à la présence massive et prolongée d'environ un million et demi de réfugiés syriens. Le Liban porte aujourd'hui un fardeau trop lourd pour lui. L'absence d'une solution politique crédible en Syrie empêche le retour durable dans leur pays de ses réfugiés. Aussi, notre volonté est de pouvoir travailler activement avec vous, avec les Nations unies, sur cette question liée évidemment à la stabilité et la sécurité régionale. Le peuple libanais et les autorités libanaises, main dans la main avec leurs partenaires locaux, font preuve aujourd'hui d'un engagement et d'un sens moral remarquables mais notre volonté est de pouvoir trouver une solution politique à la crise syrienne - c'est l'initiative française d'un groupe de contact. Je souhaite pouvoir travailler pleinement avec vous comme nous avons commencé à le faire et c'est dans le cadre de la solution politique trouvée à cette crise que le sujet des réfugiés aujourd'hui au Liban peut être utilement et durablement traité.

La France est déterminée également à accompagner tous les efforts internationaux déjà entrepris pour aider le Liban, premier récipiendaire de l'aide française, dans le prolongement des conférences de Londres et de Bruxelles notamment. Elle sera fidèle à son engagement de verser 100 millions d'euros de dons de 2016 à 2018 mais nous souhaitons également faire plus au cours des prochaines années, notamment à travers l'action de l'Agence française pour le développement qui est engagée depuis longtemps au Liban. Elle y a signé depuis 1999 une trentaine d'accord de financement pour un montant cumulé d'un milliard d'euros.

Lors des prochaines années, l'AFD continuera ses activités en faveur du développement du pays tant au moyen de prêts que de dons et en 2017, elle versera notamment près de 19 millions d'euros de subventions au Liban dans le cadre de l'initiative Sawa pour le Moyen-Orient. Je souhaite aussi que nous puissions organiser une nouvelle conférence permettant de structurer cette aide et de structurer l'aide internationale et de le faire dans un cadre utile pour avoir de véritables résultats. Je sais que vous êtes attaché, comme votre gouvernement, à ce que ces résultats soient concrets. C'est aussi dans le contexte que vit

aujourd'hui le Liban, ce que nous vous devons. La France a toujours aidé le Liban dans les situations de crise et elle continuera à le faire, également en mobilisant l'ensemble de ses partenaires internationaux.

Comme je l'ai annoncé lors de la visite du Premier ministre Hariri, nous souhaitons travailler en effet à l'organisation d'une conférence des investisseurs pour le Liban, pour la relance de l'économie mais avec des résultats concrets et pas simplement l'annonce de chiffres déjà existant. Je sais que vous êtes attaché à des conférences utiles, moi aussi. Le Liban n'a que trop souffert et nous avons à coeur de l'épargner des crises que traverse la région ; aujourd'hui, la France considère que le maintien par le gouvernement libanais d'une stricte politique de dissociation vis-à-vis de ces conflits, est le meilleur moyen de préserver la stabilité du Liban. Toutefois, pour parvenir à régler la crise des réfugiés et la question du terrorisme et pour être plus généralement en mesure d'offrir un futur viable et une existence digne aux habitants de la région, nous avons besoin d'une solution politique, comme je le disais, à la crise et je souhaite, au-delà de ce que j'ai pu évoquer la semaine dernière à New York, que durant les prochaines semaines, nous puissions ensemble structurer ce groupe de contact et oeuvrer utilement avec l'ensemble des partenaires de la région.

Les épreuves que nous avons à traverser sont difficiles, éprouvantes, exigeantes mais nous nous tenons ici côte-à-côte, la France et le Liban, et c'est la preuve de notre amitié indéfectible, de notre détermination à promouvoir ce en quoi nous croyons. Votre visite d'État en France nous permettra, notamment à travers les entretiens qu'il vous sera donné d'avoir avec les différents membres du gouvernement et les présidents des assemblées, d'étudier ensemble les pistes de renforcement de notre coopération. Notre objectif commun est d'en assurer le meilleur suivi au cours des prochaines années. Un accord-cadre de coopération prévoyant des points d'étape réguliers entre nos administrations pourrait ainsi être un outil utile. Sur le plan culturel, nous avons également beaucoup à faire ensemble car nous avons un passé commun et je veux ici redire combien je tiens à la francophonie, à la francophilie de votre pays et à la vôtre, Monsieur le Président, et combien je souhaite que dans les prochaines années, dans le cadre de cette coopération bilatérale, nous puissions renforcer les initiatives prises au niveau de l'enseignement du français pour les plus jeunes comme pour les adultes, à travers le rayonnement de l'action culturelle française partout dans notre pays. C'est un engagement fort que j'ai pris de manière générale et je souhaite qu'il soit particulièrement vivace au Liban qui est le creuset de la francophonie et de la francophilie dans la région. Cela fait partie de votre spécificité, cela fait partie aussi de votre histoire, celle de notre pays et la vôtre, personnelle.

Nous travaillons actuellement à l'élaboration d'une feuille de route pour la francophonie visant à pérenniser la place privilégiée qu'occupent la langue et la culture française au Liban, tant dans l'éducation que dans les arts et la presse et ce projet, ainsi que l'accord-cadre de coopération que j'évoquais, pourraient faire l'objet d'une signature à Beyrouth lors de ma prochaine visite en 2018.

Dans les prochains mois, les membres du gouvernement français, des parlementaires, des élus locaux, les membres de la société civile se rendront également au Liban et travailleront dans de nombreux domaines à l'approfondissement des liens entre nos deux pays.

Voilà Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Ministre, Mesdames, Messieurs, ce que je voulais rappeler avant qu'ensemble, nous nous rendions à l'exposition «Chrétiens

d'Orient 2000 ans d'histoire» à l'Institut du monde arabe parce que je connais votre attachement au dialogue entre les religions et la diversité religieuse au Moyen-Orient et parce que ce combat pour les chrétiens d'Orient est aussi un des combats emblématiques de ceux que la France veut mener dans la région. Merci à vous./.

(Source : service de presse de la présidence de la République)